

[Text]

• 1010

Your specific question, if I remember, was what percentage could we expect. I am not an expert in air-conditioning or in automotive construction and I could not answer that question specifically. You would have to ask one of the Canadian manufacturers of automobiles.

Mrs. Catterall (Ottawa West): I would like to explore further the taxation. Your brief makes the point extremely well that there has been a tremendous investment in research and in plant to produce alternatives and that this investment has to be recouped. Obviously that means a high price for the product initially, which presumably with increasing usage drops over time. But I fail to see how it could come on the market at a comparable price to, for instance, CFCs.

I see only two alternatives to that. Either the tax structure ensures that the CFCs are always at a competitive disadvantage with the newer less damaging products, which seems to contradict your earlier argument, or government somehow provides a price support, given the public good to be generated from the use of the replacement product. And that price support can happen in one of two ways: investment in research or a price support that kicks in early when the price is high and then levels off and then is repaid as the price drops even further with increased use in the private market.

Do you have any comment on either of those alternatives? Because I see no solution to the fact that people, whether it is the international or national market, are going to continue to support the cheaper product as long as it is legal and not taxed.

Mr. Barley: Maybe some of the things have already happened. The free market system notwithstanding, it is not as if we or our customers are unaware of these issues and are not trying to do anything about it. I mentioned earlier that we had converted the foam packaging industry to the use of an alternative product under our trademark Formacel. We also recognized that certain aerosol applications that still existed in CFCs could have other alternatives and so we arbitrarily phased out of that two years ago.

I think there is a very strong incentive, both because of public perception of CFCs and environmental concerns on the part of producers and users of them, to move to alternative products as soon as possible. When a company like Du Pont, which is the world's largest manufacturer of them, makes a commitment to society that we will phase out of these by the year 2000, then this is something we

[Translation]

d'automobiles ou d'appareils de réfrigération. Il devra y faire face et, éventuellement, le transmettre au consommateur.

Vous m'avez demandé, je crois, à quel pourcentage on pouvait s'attendre. Je ne suis pas expert en climatisation ni en automobile, et je ne peux pas vous donner de réponse précise. Il faudrait interroger les manufacturiers canadiens d'automobiles.

Mme Catterall (Ottawa-Ouest): Je voudrais approfondir la question de la taxation. Vous indiquez très clairement, dans votre mémoire, qu'on a beaucoup investi dans la recherche et dans les installations pour produire des gaz de remplacement, et qu'il allait falloir compenser ces investissements. Naturellement, cela va faire augmenter le prix du produit au départ, mais normalement, il devrait baisser si les produits sont davantage utilisés. Je ne vois pas comment ces nouveaux produits pourraient être mis en marché à des prix comparables à ceux des CFC.

Je ne vois que deux possibilités. On peut mettre en place une structure de taxe pour que les CFC soient toujours désavantagés par rapport aux nouveaux produits moins dommageables, ce qui irait à l'encontre de votre argument précédent, ou bien les pouvoirs publics pourraient soutenir les prix des nouveaux produits, compte tenu des avantages qu'ils représentent pour l'intérêt public. Cette forme de soutien au niveau des prix peut se manifester de deux façons: soit sous forme d'investissement dans la recherche, soit sous forme de soutien des prix au début, lorsqu'ils sont élevés; par la suite, on parvient à un niveau d'équilibre, et cette aide finit par être remboursée lorsque les prix baissent grâce à la diffusion des produits sur les marchés privés.

Que pensez-vous de ces deux possibilités? A mon avis, que l'on considère le marché international ou le marché intérieur, les gens vont continuer à préférer les produits les moins coûteux, tant qu'ils restent légaux et qu'ils ne sont pas taxés.

M. Barley: Certaines des possibilités que vous envisagez se réalisent déjà. Malgré le système de libre marché, nos clients connaissent les problèmes et essaient de faire quelque chose. J'ai signalé tout à l'heure que nous avons amené l'industrie des emballages de mousse à se convertir et à utiliser un nouveau produit que nous vendons sous la marque Formacel. Comme certains fabricants d'aérosols continuaient à utiliser des CFC qu'ils auraient pu remplacer par d'autres produits, nous avons décidé arbitrairement d'abandonner progressivement la fabrication des CFC il y a deux ans.

L'image des CFC auprès du public et les considérations environnementales incitent fortement les producteurs et les utilisateurs à recourir le plus vite possible à des produits de remplacement. Lorsqu'une société comme Du Pont, qui est le plus gros fabricant mondial de ces produits, s'engage à abandonner progressivement la fabrication des CFC d'ici à l'an 2000, elle ne prend pas